CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché public de services 2026-096

Appel d'offres Ouvert

Souscription d'un marché accord cadre assurance construction

Pouvoir adjudicateur :

COMUE de Toulouse agissant comme coordonnateur du groupement de commandes

41 Allées Jules Guesde

CS 61321

31013 TOULOUSE CEDEX 6

Assistance à maîtrise d'ouvrage :

Cabinet Julien

14 rue Alfred Sauvy

31270 CUGNAUX

Table des matières

1 Objet et forme du marché 3
1.1 Pouvoir adjudicateur 3
1.2 Objet du marché 3
1.3 Forme du marché 3
1.4 Allotissement 4
2 Cadre juridique 4
3 Pièces contractuelles 5
4 Durée 5
5 Modalités de détermination et de variation des prix 6
5.1 Détermination des prix 6
5.2 Contenu des prix 6
6 Modalités d'exécution des Bons de commande 6
7 Modalités de facturation et de règlement 7
7.1 Modalités de facturation 7
7.2 Règlement 8
7.3 Avance 8
8 Règlement des litiges 9
8.1.1 Différends 9
8.2 Litige et contentieux 9
9 Cession et nantissement 9
10 Lutte contre le travail dissimulé 10
11 Clause sociale d'exécution 10
12 Clause environnementale d'exécution 10
13 Responsabilité en cas de dommages 11
14 Situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance 11
15 Changement dans la situation du titulaire 13
15.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique 13
15.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique 13
16 Modifications non substantielles au marché 14
17 Clause de réexamen 14
18 Résiliation du marché 15
18.1 Résiliation par le Pouvoir Adjudicateur ou le Titulaire 15
18.2 Résiliation par le Titulaire 15
18.3 Résiliation par le Pouvoir Adjudicateur 15
18.4 Résiliation de plein droit 15
19 Règles générales de Protection des Données 16
20 Confidentialité 17
21 Droit et langue 17
22 Acceptation du risque 17

1 Objet et forme du marché

1.1 Pouvoir adjudicateur

COMUE de Toulouse agissant comme coordonnateur du groupement de commandes
41 Allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6
Représenté par son Président en exercice.

Le groupement de commandes est constitué des établissements suivants :

- La Communauté d'universités et établissements de Toulouse (Comue de Toulouse)
- L'Institut National des Sciences Appliquées (INSA Toulouse)
- L'Université de Toulouse (UT)

Le coordonnateur du groupement de commande est la Comue de Toulouse. Elle aura en charge la passation, la signature, la notification et le suivi de l'exécution de l'accord-cadre
Chaque membre est ensuite responsable de l'exécution des marchés qu'il aura passé par l'émission des bons de commandes selon ses propres besoins.

1.2 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la souscription d'un marché accord cadre assurance construction au bénéfice des trois établissements suivants : Université de Toulouse, INSA et Comue de Toulouse.

Chacun des trois établissements en tant qu'assuré pourra souscrire les garanties couvertes par l'accord-cadre pour son opération. Plus précisément :

L'assuré souscrira automatiquement la garantie « Dommages ouvrage » et se réserve le choix de souscrire ou non les garanties :

- Tous risques chantier
- Les dommages intermédiaires
- Constructeur Non Réalisateur
- Contrat Collectif de Responsabilité décennale
- La responsabilité civile du maitre d'ouvrage.

Le bon de commande précisera les garanties demandées par opération.
Les caractéristiques juridiques et techniques des prestations à réaliser sont définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du marché.

1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché public.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Les marchés seront exécutés au moyen de bons de commande sans engagement sur un montant minimum mais avec un montant maximum de 2 000 000 € sur la durée du marché conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique.

1.4 Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allotir le présent marché.
En effet, les prestations d'assurance construction présentent un caractère techniquement indivisible compte tenu de l'interdépendance des garanties, de la nécessité d'assurer une cohérence globale de couverture et d'éviter tout risque de chevauchement ou de lacune entre les garanties souscrites.
En outre, la gestion centralisée des contrats et des sinistres auprès d'un opérateur unique permet d'assurer une meilleure coordination technique et administrative, ainsi qu'une optimisation économique du dispositif assurantiel.
Dès lors, l'allotissement serait de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement plus complexe et potentiellement plus coûteuse.

2 Cadre juridique

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

La forme retenue est l'accord-cadre mono-attributaire conformément à l'article R.2162-9 du Code de la commande publique.

La procédure de consultation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L2124-1, L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

3 Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement complété et signé par une personne dûment habilitée à engager la société d'assurance dans lequel figure la liste exhaustive des réserves et aménagements libres et ses annexes ;
    - Annexe financière : Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
    - Annexes techniques
        - Le questionnaire conditions d'exécution dûment rempli ;
        - Le questionnaire critère environnemental dûment rempli ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P), dont l'exemplaire conservé par le Pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), dont l'exemplaire conservé par le Pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Les Conventions Spéciales du titulaire dûment identifiées dans les pièces jointes en réponse à la consultation ;
- Les Conditions Générales du titulaire dûment identifiées dans les pièces jointes en réponse à la consultation ;
- Les bons de commande

Les documents applicables prioritairement, annulent et remplacent les conventions spéciales et conditions générales dans leurs dispositions contradictoires ou moins favorables pour l'assuré.

Ainsi, l'assuré en cas d'absence de réserves ou d'observations mentionnées ci-avant, ne pourra se voir opposer une mesure ou clause moins favorable, ou ayant pour conséquence une limitation de son indemnisation.
Il est convenu entre les parties qu'en cas de divergence entre ces différents textes, il sera toujours fait application des dispositions les plus favorables à l'Assuré.

4 Durée

L 'accord-cadre prendra effet au **01 février 2027.**
Il est conclu pour une durée de **4 ans**.
L'accord-cadre se terminera le **31 janvier 2031**.
L'accord-cadre peut être résilié chaque année à l'échéance principale du **01 février**.
En cas de résiliation par l'une des parties, quelle qu'en soit la cause, un préavis de **6 mois** devra être respecté. La décision de résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Après émission de bons de commande : les bons de commande pourront être émis jusqu'au terme du marché, soit jusqu'au 31 janvier 2031, et continueront leurs effets, malgré l'expiration de l'accord-cadre, jusqu'au terme de leurs garanties.

5 Modalités de détermination et de variation des prix

5.1 Détermination des prix

Les prix de règlement des prestations ou primes, objet du marché, sont renseignés à l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont unitaires.

5.2 Contenu des prix

Seront mentionnés au BPU rattaché à l'acte d'engagement les taux Hors taxes et Toutes taxes comprises valables à la date de prise d'effet des garanties permettant le calcul de la prime.

Par application de l'article R2112-13 du Code de la Commande Publique, la révision des primes pendant la durée du marché sera assise sur la variation de l'assiette de prime seulement.

- Paiement provisionnel de la prime après émission du ou des bon(s) de commande, calculée après application du taux sur la base du montant définitif des travaux selon les postes de travaux mentionnés dans le bon de commande.
- Paiement de la prime définitive actualisée en fin de chantier en fonction du montant définitif des travaux selon les postes de travaux mentionnés dans le bon de commande.
  Dans ce cadre, si l'assiette de calcul conduit à une évolution ou une diminution des prix, elle fera l'objet d'un bon de commande rectificatif.

6 Modalités d'exécution des Bons de commande

Le marché s'exécute par émission de bons de commande en application de l'article R. 2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les exemples d'annexe des bons de commande établi par le pouvoir adjudicateur sont transmis en annexe.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire. Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire jusqu'au dernier jour ouvrable de validité du marché.

7 Modalités de facturation et de règlement

7.1 Modalités de facturation

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou règlementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro SIRET du souscripteur soit :
  - Comue de Toulouse 130 021 322 00016
  - Insa : SIRET : 193 101 524 00018
  - Université de Toulouse : 93827139200012
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- **Le numéro de l'accord-cadre, soit le 2026-096 ;**
- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date d'exécution des services, ou de la prestation ;
- La dénomination précise des prestations réalisées ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R123-221 du code de commerce.

Une vérification de chaque facture sera effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations.

7.2 Règlement

Suite à la vérification de la facture, le pouvoir adjudicateur procède au règlement correspondant. Le mode de règlement est le virement bancaire au compte du titulaire.

Le paiement des factures intervient selon les règles de la commande publique.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'organisme concerné, sous réserve de la conformité de la facture au marché concerné.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8% (huit pour cent).

7.3 Avance

Il ne sera pas versé d'avance du fait de l'application des dispositions d'ordre public prévues par le code des assurances (indivisibilité de la prime et paiement d'avance).

8 Règlement des litiges

8.1.1 Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles L2197-3 et 2197-4 du code de la commande publique.
Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

8.2 Litige et contentieux

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal administratif de Toulouse
68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07
Tél : 05.62.73.57.57
Télécopie : 05.62.73.57.40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

9 Cession et nantissement

Les créances nées ou à naître dans le périmètre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à 2191-63 du Code de la Commande Publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-62 du Code de la Commande Publique est le Comptable du pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité.

10 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Le Pouvoir adjudicateur informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter au Pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

Le Pouvoir adjudicateur transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par le Pouvoir adjudicateur, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

11 Clause sociale d'exécution

En application de l'article L 2112-2-1 du code de la commande publique le marché ne prévoit pas l'intégration d'une clause sociale dans les conditions d'exécution du marché.

En effet, conformément aux dispositions des cas 2 et 3 de l'article précité, l'intégration d'une clause sociale d'exécution pourrait conduire à restreindre la concurrence et rendre techniquement plus difficile l'exécution de ce marché. Une telle clause ne présente de plus pas de lien suffisant avec l'objet du marché.

12 Clause environnementale d'exécution

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures visant à réduire les impacts environnementaux directement liés aux prestations réalisées au titre du marché et conformément aux éléments indiqués dans le questionnaire critère environnemental contractuel.

Ces mesures sont mises en œuvre pendant toute la durée du marché, sans dégradation de la qualité du service, des délais de traitement, de la continuité des prestations, de la gestion des sinistres ou des intérêts de l'assuré.

Le titulaire communique chaque année à la date d'anniversaire de la notification du présent marché la liste des mesures mises en œuvre à ce titre.

13 Responsabilité en cas de dommages

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens du Pouvoir adjudicateur par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Il est garanti contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant notamment les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

14 Situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance

En vertu des articles R2143-3 du Code de la Commande Publique, il sera demandé au titulaire, de remettre au pouvoir adjudicateur tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une déclaration sur l'honneur indiquant que le titulaire ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du code de la Commande Publique ;

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le titulaire a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. L'arrêté du 25 mai 2016 (modifié par l'arrêté 29 mars 2017) fixe la liste des administrations et organismes compétents, ainsi que la liste des impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ;

  Le titulaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents suivants mentionnés à l'article D. 8222-5 du code du travail :

  a) Un extrait d'un registre pertinent (extrait K ; K bis ; D1) ;
  b) Une attestation ORIAS en cours de validité pour les intermédiaires d'assurance ;
  c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

- La liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

15 Changement dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier, sans délai, au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son relevé d'identité bancaire ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influer sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur s'engage aussi dans ce sens.

15.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie du journal d'annonces légales.

15.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, …) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le Pouvoir adjudicateur, et le nouveau titulaire.

Le titulaire doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

Le Pouvoir adjudicateur, vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

16 Modifications non substantielles au marché

Conformément à l'article L 2194-1 du Code de la commande publique, pourront être dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence, sans considération pour leur montant, les modifications du marché suivantes :

- Changement de dénomination sociale du titulaire ;
- Prolongation du délai d'exécution du marché ;
- Lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle involontaire ;
- Élargissement des compétences obligatoires ou optionnelles

17 Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

L'acheteur énonce les modalités de mise en œuvre de la présente clause :

- Le titulaire devra transmettre sa demande par lettre recommandée avec accusé-réception à destination du pouvoir adjudicateur et devra comporter l'ensemble des justificatifs apportant la preuve des surcoûts financiers liés à cette circonstance imprévisible ;

- A réception du courrier, le pouvoir adjudicateur étudiera la demande ;

- Un avenant sera rédigé et proposé au titulaire pour accord avant présentation au représentant du pouvoir adjudicateur disposant du pouvoir de signature des actes de la commande publique.

18 Résiliation du marché

Le marché peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas prévus ci-après et dans les conditions fixées par la Législation en vigueur :

18.1 Résiliation par le Pouvoir Adjudicateur ou le Titulaire

Le pouvoir adjudicateur souscripteur tout comme le Titulaire peut résilier le marché à chaque échéance annuelle moyennant le respect d'un préavis de 6 mois. Ce délai court à partir de la date figurant sur le cachet de la Poste.
La décision de résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

18.2 Résiliation par le Titulaire

Le marché peut être résilié par le Titulaire

- En cas de non-paiement des primes (article L. 113.3 du Code des assurances) ;
- En cas d'aggravation du risque (article L. 113.4 du Code des assurances) ;
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113.9 du Code des assurances).

18.3 Résiliation par le Pouvoir Adjudicateur

Le marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur souscripteur :

- En cas de diminution du risque si le Titulaire ne consent pas la diminution de prime correspondante ;
- En cas de non transmission par le Titulaire des documents prévus par l'article 11 du présent CCAP.
- Conformément aux articles L2195-1 à L2195-6 du Code de la Commande Publique.
- Le titulaire ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité.

18.4 Résiliation de plein droit

Le marché peut être résilié de plein droit :

- En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti ;
- En cas de retrait de l'agrément d'un des Titulaires ;
- En cas de réquisition de propriété de la chose assurée.

Le titulaire ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité.

19 Règles générales de Protection des Données

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution du service objet du présent marché, le titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation (prestations telles que décrites dans les C.C.T.P) qui font l'objet du marché.

2. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

3. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

4. Droits d'informations des personnes concernées
Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le pouvoir adjudicateur avant la collecte de données.

5. Exercice des droits des personnes
Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des prestations prévues par le présent marché.

6. Notification des violations de données à caractère personnel
Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : e-mails ou fax.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à

moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

7. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque.
Le titulaire s'engage à fournir une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

8. Désignation d'un Délégué à la Protection des données (DPO)

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement

10. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données.

20 Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, les documents, les études et les décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution et après l'échéance du marché.

Le titulaire et son personnel s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir adjudicateur s'engage dans ce sens également.

21 Droit et langue

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toutes natures relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

22 Acceptation du risque

Le titulaire est considéré comme ayant répondu dans un niveau de connaissance du risque qui lui a permis d'apprécier celui-ci et de formuler son offre.
Cette connaissance découle des documents de consultation ou des éléments complémentaires qu'il aura sollicités. Le titulaire ne pourra donc pas se prévaloir dans le cadre de l'exécution du contrat d'un défaut de connaissance du risque.